



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU FINISTERE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

**Compte-rendu de la cellule de veille des installations Leseur de Carhaix-Plouguer
qui s'est tenue le mercredi 26 septembre 2012
à la maison des services publics de Carhaix-Plouguer**

Participaient à cette réunion placée sous la présidence de M. Denis Olagnon, Sous-préfet de Châteaulin:

- M. Hervé Philippe, représentant M. le maire de Carhaix-Plouguer ;
- Mme Isabelle Jan, adjointe à la directrice générale des services de la mairie de Carhaix-Plouguer ;
- M. Thierry Legrain, directeur de la Société Leseur ;
- M. Denis Le Fèvre, technicien SEQ des établissements Leseur ;
- M. Philippe L'Hénaf, établissement Leseur de Carhaix-Plouguer;
- Mme Carole Guéran, chargée de mission « risques réseau » à la direction régionale de « Réseau Ferré de France » ;
- Mme Isabelle Auffret, présidente du comité des riverains de l'usine Leseur (CRUL) ;
- Mme Catherine Boulanger, comité des riverains de l'usine Leseur (CRUL) ;
- M. Franck Keller, comité des riverains de l'usine Leseur (CRUL) ;
- M. Ernest Manac'h, société CFTA- gare de Carhaix;
- Capitaine Eric Le Mouël, commandant la communauté de brigade de gendarmerie de Carhaix/Huelgoat;
- Adjudant-chef Thierry Miossec, commandant la brigade de gendarmerie de Carhaix ;
- Lieutenant Didier Moses, SDIS 29 groupement territorial de Morlaix ;
- M. Etienne Péquériau, inspecteur des installations à l'unité territoriale du Finistère de la DREAL;
- Mme Guillemot-Riou, adjointe au directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE ;
- M. Jean-Marc Colin, responsable de l'unité gestion de crise, sécurité, transport à la DDTM ;
- M. Jean-Yves Rannou, délégation territoriale du Pays COB de la DDTM ;
- Mme Tiphaine Rouxel, service interministériel de défense et de protection civiles de la Préfecture du Finistère ;
- Mme Arlette Gerkeens, CECCOB ;
- Mme Marie-José Fontaine, pôle de l'animation des politiques de sécurité de la Sous-préfecture de Châteaulin.

Absent :

- M. Chevalier, établissement circulation Bretagne de la SNCF.

Annexes : les supports power point projetés en séance



Après accueil des participants à la réunion, M. le Sous-préfet rappelle que la cellule de veille des établissements Leseur de Carhaix-Plouguer s'était réunie le 15 septembre 2011. Il avait alors été convenu de se revoir dans un délai d'un an pour laisser le temps à la DREAL d'étudier l'étude de danger que l'exploitant lui avait réglementairement fait parvenir et d'en présenter les conclusions.

Il propose que la réunion se tienne selon le plan suivant :

- Présentation par l'exploitant de la situation du site Leseur de Carhaix depuis la réunion de la cellule de veille de septembre 2011 (travaux, projets, incidents...) ;
- Point sur l'actualité réglementaire du site présenté par la DREAL ;
- Point par le SIDPC sur l'actualisation du PPI ;
- Echanges sur les questions diverses.

Aucun souhait particulier n'étant émis, le premier point de l'ordre du jour peut être abordé.

I – Présentation par l'exploitant de la situation du site Leseur de Carhaix depuis le 15 septembre 2011 date de la dernière réunion de la cellule de veille

(présentation par M. Le Fèvre et M. Legrain - cf. annexe 1)

En préalable à l'intervention de M. Le Fèvre, M. Legrain explique que la France connaît une très nette baisse de consommation d'engrais. En 1991, 16 millions de tonnes d'engrais étaient vendus sur le territoire national contre 8,4 millions de tonnes en 2011. Cette différence de consommation est la conséquence d'une augmentation du prix des engrais, d'une valorisation des engrais dans leur capacité à apporter une valeur nutritive aux plantes, mais aussi d'une utilisation mieux ciblée des fertilisations par les agriculteurs.

A Carhaix les volumes d'engrais ont baissé d'année en année puisqu'en 1992, 40.000 tonnes d'engrais avaient transité sur le site alors que le tonnage n'était que de 9.700 tonnes en 2011 et devrait atteindre les 8.400 tonnes cette année.

M. Legrain rappelle par ailleurs que la France avait, après guerre, lancé un vaste projet en matière agronomique qui n'avait pas pris en compte, à long terme, le réveil d'autres pays comme l'Allemagne qui est aujourd'hui le 1^{er} producteur d'engrais devant les français.

M. Legrain note également, qu'aujourd'hui dans le grand Ouest, les engrais de type P et K ne sont presque plus utilisés d'où une chute encore plus forte de la consommation d'engrais dans ces régions.

M. Le Fèvre indique qu'il a établi les documents qu'il présente en séance sur la base des questions qui lui ont été adressées par le CRUL avant la réunion comme le proposait l'invitation signée par M. le Sous-préfet.

L'Ocean Liberty

M. Le Fèvre rappelle que l'Ocean Liberty, cargo norvégien de modèle Liberty Ship a détoné à Brest en 1947. La commémoration des 65 ans de cet événement dramatique a eu lieu durant les festivités « Tonnerres de Brest ».

Le bateau composé de 5 cales avait été chargé à Baltimore de manière assez aléatoire puisque dans 3 cales des produits inflammables étaient mélangés avec du nitrate d'ammonium.

L'alerte au feu qui avait été donnée pour ce navire le 28 juillet 1947 à 12h45 s'était soldée après plusieurs tentatives d'extinction, dont une par étouffement par fermeture des cales, à une explosion à 17h25.

M. Le Fèvre précise que l'étouffement par fermeture des cales est une des mesures dont on sait aujourd'hui qu'il ne faut jamais utiliser dans un tel cas. Il ajoute qu'à Texas city quelques mois avant l'accident de l'Océan Liberty, un essai de même type s'était soldé par la mort de plusieurs milliers de personnes.

Au regard des faits qui ont conduit à l'explosion de l'Ocean Liberty on peut aujourd'hui dire que tous les paramètres étaient réunis pour qu'un accident de ce type se produise puisqu'il y avait combinaison de tous les facteurs à risque : confinement, incendie, présence de nitrate d'ammonium et contamination des produits.

M. Le Fèvre rappelle que la législation relative à la sécurité des engrais à forte teneur en nitrate d'ammonium a beaucoup évolué dans le temps :

- dans les années 1920 et jusqu'à 1945 le produit était fabriqué chimiquement pour un usage militaire ou agricole. Son stockage se faisait à l'extérieur. Pour décompacter le produit, il était fait usage jusqu'en 1921 (année de l'accident d'Oppau en Allemagne), d'explosifs.
- après 1921 de la cire organique était utilisée comme produit anti-mottant. M. Le Fèvre fait remarquer que l'on sait aujourd'hui que ce produit est tout à fait inadapté. Il ajoute que la teneur en matière combustible des engrais qui était de 1% dans les années 40 est aujourd'hui en moyenne de 0,1%.
- entre 1970 et 1975 la résistance à la détonation a été étudiée en France où son application a été rendue obligatoire en 1979 avant de s'étendre à toute l'Europe en 1980.
- aujourd'hui en plus de ce test de détonabilité, six autres critères doivent être respectés pour la commercialisation des engrais.

M. Le Fèvre indique que du point de vue réglementaire, la commercialisation des engrais est très cadrée,

mais aussi leur stockage et leur transport (décret sur les installations à risque de 1953, réglementation ICPE de 1976 et réglementation SEVESO depuis 1982).

M. Le Fèvre présente les différentes mesures de prévention et de protection (non exhaustives) qui doivent être appliquées dans un dépôt d'engrais classé « établissement de type SEVESO seuil bas » soumis à autorisation et qui sont donc mises en œuvre sur le dépôt de Carhaix :

- parois et sol des cases de stockage en béton.
- toiture incombustible avec tôles thermofusibles non-gouttantes. M. Le Fèvre note que ce type de toit permet de bénéficier de la lumière naturelle.
- aucun stockage de matière combustible à proximité.
- engins équipés de carters de récupération d'huile et garés dans un bâtiment distinct, éloigné des stockages.
- détection opérationnelle 24 H/24.
- confinement des engrais impossible. M. le Fèvre explique que sur le site de Carhaix le dépôt a une couverture en fibrociment qui ne permettrait pas aux engrais à haute teneur en nitrate d'ammonium de subir une pression même en cas d'incendie. De plus des barrières passives sont toujours opérationnelles.
- formation périodique du personnel. M. Le Fèvre précise qu'il s'agit, entre autre, de formations incendie et conduite des engins.
- diverses procédures appliquées (permis de feu, plan de prévention, interdiction de fumer...). M. Le Fèvre rappelle que l'application de ces procédures fait l'objet de contrôles de la DREAL.
- Plans d'urgences périodiquement révisés et testés (POI, PER, PPI...). M. Le Fèvre précise que le POI (Plan d'Opération Interne) est activé par l'exploitant lorsque la portée d'un incident ne sort pas des limites du site alors que le PPI (Plan particulier d'Intervention) est activé par M. le Préfet si les effets de l'incident ou de l'accident sortent ou risquent de sortir des limites du site. Par ailleurs le PER (Plan d'Etablissement Répertoire) qui permet aux sapeurs-pompiers d'avoir une meilleure intervention du site a été mis à jour en liaison avec le SDIS. Il devra être réactualisé notamment une fois le PPI révisé. L'entreprise tient à disposition des pompiers en cas de crise l'état des stocks et les fiches des produits entre autres.

L'évolution de la législation

Sur le stockage

M. Le Fèvre explique que l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 qui concerne les stockages soumis à autorisation a été abrogé par l'arrêté ministériel du 13 avril 2010. De ce nouveau texte découle l'obligation de :

- tenir un journal d'enregistrement des incidents, des opérations réalisées, du vidage au moins une fois par an des cases contenant des engrais 1331-II. Il précise que dans ce « document de vie de l'installation », qui constitue une nouveauté, sont consignés sur le site de Carhaix tous les produits stockés et les manipulations effectuées sur ces produits.
- affichage à l'entrée des cases de la classification des engrais en plus de leur nature. M. Le Fèvre souligne qu'auparavant cet affichage n'était pas prévu.
- RIA obligatoire pour les bâtiments dont les parois des cases sont en bois. A Carhaix, ces RIA qui ne sont plus obligatoires (paroi en béton) sont néanmoins maintenus en état et font l'objet de vérifications réglementaires.
- une procédure de gestion des engrais non-conformes et des déchets est formalisée. M. Le Fèvre explique qu'en cas de problème, la DREAL doit être avertie et que des mesures correctives sont prises en liaison avec elle.
- La compilation des FDS (Fiches de Données de Sécurité) des engrais présents sur site doit être tenue à disposition des pompiers ainsi qu'un état des stocks avec leur classification. M. Le Fèvre souligne que cette disposition est également une nouveauté par rapport au texte de 1994.

En réponse à M. Keller, M. Le Fèvre précise que le permis de feu auquel il a fait référence dans les procédures à appliquer ne concerne que l'enceinte du dépôt Leseur et que la CTFA voisine du site a ses propres procédures. Il souligne à cette occasion la bonne entente entre les entités l'une n'hésitant pas à signaler à l'autre toute anomalie constatée au cas où elle aurait échappé à la vigilance.

Sur le transport

La réglementation reste inchangée. L'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (dit " Accord ADR ") en vigueur au 1er janvier 2011 est revu tous les deux ans. La version 2013 n'impactera pas les engrais UN 2067.

Sur la protection contre la foudre

M. Le Fèvre explique qu'en 2011 la réglementation concernant la protection contre la foudre des établissements soumis à autorisation a été modifiée. Il convenait de réaliser un diagnostic d'analyse du risque foudre des équipements déjà présents sur le site puis de présenter avant 2012 à la DREAL une étude technique des mesures à prendre pour réduire le risque avant réalisation des travaux.

Depuis l'été 2012, les travaux ont été réalisés. Aujourd'hui chacun des trois paratonnerres est équipé de deux descentes de terre.

Réaction à l'exposé de M. Le Fèvre

Mme Guillemot-Riou demande à connaître la périodicité des formations suivies par le personnel, leur contenu et la manière dont les formations sont dispensées.

M. Le Fèvre lui précise que Leseur s'appuie sur un document rédigé par l'UNIFA. Les procédures sont différentes selon qu'elles s'appliquent au personnel dirigeant ou au personnel actif. Les procédures distinguent les risques liés à la santé, ceux relevant des risques majeurs et enfin les risques liés à l'environnement. Il propose d'adresser à Mme Guillemot-Riou copie du document sur lequel s'appuient les procédures mises en œuvre.

Il ajoute que les exercices POI et les formations à l'emploi d'extincteurs ont lieu annuellement. Les formations à l'utilisation d'ARI (appareil respiratoire isolant) se font lors de la conduite des schullers. Deux des trois personnes présentes sur le site de Carhaix sont formées ARI.

Mme Boulanger demande ce qui se passe si un engrais n'est pas conforme et quelles sont les mesures prises

M. le Fèvre explique que le cas s'est produit en 2011 sur le site Leseur de l'Hermitage. Un des fabricants a eu des doutes sur le test de détonation qu'il avait effectué alors que les produits avaient déjà été livrés. Le fournisseur, en l'occurrence GPN, et Leseur ont chacun de leur côté prévenu la DREAL. Dans le quart d'heure qui suivait le ministère a demandé l'application du principe de précaution et tous les produits même vendus ont été récupérés. Les engrais ont ensuite été répertoriés et inertés. Il s'est avéré au final que le produit était conforme. M. Le Fèvre précise qu'après inertage le produit redevient conforme à la norme. Il souligne par ailleurs qu'un produit non conforme n'est pas plus sensible aux chocs. Pour qu'il y ait risque il faut qu'il y ait au minimum incendie.

M. Péquériau ajoute que si les engrais arrivent par bateau, le service de la répression des fraudes a également la possibilité de procéder à des contrôles de conformité des produits. Si un défaut est constaté la procédure appliquée est la même que celle que M. Le Fèvre vient de détailler. Un tel cas s'est déjà produit à Nantes.

M. Keller demande ce qu'il en est aujourd'hui de la livraison sur site par voie ferrée.

M. Legrain indique qu'il n'y a toujours pas de livraison par le rail.

M. Keller note qu'à la sortie du site Leseur, aucun panneau indiquant une interdiction de passer par la ville n'a été posé malgré la demande qu'il fait depuis plusieurs années.

M. Colin explique qu'en France le transport des matières dangereuses est réglementé dans certains ouvrages d'art notamment les tunnels. Il est possible d'interdire la circulation des poids lourds dans une commune mais se pose alors le problème de la desserte locale de certains produits inflammables comme le fuel, produit qui à son avis comporte plus de risques que les ammonitrates.

Mme Jan rappelle qu'un arrêté de circulation existe sur la commune.

M. Legrain souligne qu'un courrier a été adressé aux transporteurs pour leur demander de respecter les consignes du plan de circulation. Ce plan est d'ailleurs remis aux chauffeurs.

M. Le Fèvre demande à la mairie de se pencher sur la demande récurrente de M. Keller car la Société Leseur ne peut agir sur le domaine public. Il souligne que le coût de la pose d'un tel panneau devrait être assez minime.

M. Philippe précise qu'il prend note de la demande de M. Keller.

II – Point sur l'actualité réglementaire du site

(Présentation par M. Péquériau – cf annexe 2)

Instruction de l'étude de danger d'octobre 2010 complétée en août 2012 et proposition de l'inspection des installations classées à M. le Préfet.

M. Péquériau indique que de l'étude de danger présentée en octobre 2010 par l'exploitant il ressort :

- que les engrais 1331-1 ne seront plus reçus sur le site de Carhaix. Il en découle que le risque de décomposition auto-entretenue d'engrais ternaires avec émanation de gaz toxiques disparaît. Seul reste le risque détonation lié aux ammonitrates.
- que la quantité maximale d'ammonitrates par case est abaissée de 1.250 à 900 tonnes. Cette réduction du risque à la source contribue directement à diminuer les potentiels de dangers du site.
- Leseur demande l'autorisation de stocker 200 tonnes de semences conditionnées sur le site de Carhaix. M. Péquériau souligne que le projet avait déjà été évoqué dans les années passées, qu'il n'avait pu être mené à bien en raison de l'insuffisance des éléments transmis à l'administration, mais qu'aujourd'hui il a été intégré à l'étude de dangers.
- Leseur demande à pouvoir stocker des ammonitrates dans les cases 4 et 7 du bâtiment principal (à quantité globale constante) et avec les mêmes mesures de précaution que pour les cases 9 et 10.

M. Péquériau souligne que cette demande qui est valable pour une quantité d'engrais égale sur 4 cases à celle existante aujourd'hui sur 2 cases permettra à Leseur de gérer ses entrées d'engrais avec plus de souplesse. De plus les cases 6 et 7 sont déjà équipées de détecteurs de fumées et de gaz et sont isolées des autres cases stockant des engrais azotés par une case de produit non classé.

L'analyse de l'étude de danger a par ailleurs permis d'identifier des phénomènes qui peuvent avoir des effets à l'extérieur du site comme :

- un incendie de palettes dans un rayon de 9 m à partir du stockage extérieur qui déborde légèrement en limite de propriété ;
 - un incendie de semences, matériaux combustibles, dans un rayon de 12 m à partir du stockage projeté dans le bâtiment principal ;
 - une possibilité de décomposition auto-entretenue dans la case de balayures dans un rayon de 40 m.
- M. Péquériau précise que s'il n'y a plus d'engrais 1331-1 en vrac sur le site, il reste néanmoins des engrais 1331-1 conditionnés en big-bag résultant de mélanges faits sur le site. Par ailleurs, les mélanges de balayures stockées dans la case de 25 tonnes dédiée sont classés 1331-1 de manière conservatoire car ils n'ont pas subi le test en auge permettant de caractériser leur propension à la décomposition auto-entretenue ;
- la détonation d'une case de 900 tonnes d'ammonitrates.

M. Péquériau fait observer que le phénomène de DAE sur les produits en vrac est supprimé puisqu'ils ne sont plus réceptionnés sur le site. En prenant en compte les scénarii « incendie palettes », « incendie semences » et DAE « case balayure » la DREAL peut donc, pour la maîtrise de l'urbanisation, proposer à M. le préfet de ramener le périmètre à 40 m au lieu de 60 m précédemment pris en compte.

Pour ce qui concerne le PPI, le seul phénomène à retenir est désormais la détonation d'une case de 900 tonnes d'ammonitrates. Sur cette base, le périmètre du PPI est, pour une surpression de 50 millibars (effets irréversibles pour une case de 900 tonnes), de 660 m au lieu des 736 m retenus jusqu'alors. Toutefois, depuis l'accident AZF, la réglementation exige qu'un nouveau seuil de surpression à 20 millibars soit pris en compte dans les études de dangers. Cette nouvelle zone d'effets correspond aux projections de bris de vitres qui n'étaient pas considérées auparavant. Le périmètre correspondant à ce nouveau seuil, évalué à 1.320 m pour Leseur a été porté à la connaissance de M. le préfet comme susceptible de servir de base pour le dimensionnement du nouveau PPI.

M. Péquériau précise qu'il va, par ailleurs, être proposé à M. le préfet d'actualiser l'ensemble des prescriptions qui réglemente l'exploitation du site par un arrêté consolidé qui reprend les règles de l'arrêté

ministériel du 13 avril 2010 et l'ensemble des éléments qu'il vient de présenter et qui découle de la nouvelle étude de dangers.

En réponse à M. Keller, M. Péquériau précise que le POI prendra en compte la possibilité de stocker des ammonitrates dans les cases 4 et 7 et que l'arrêté préfectoral actualisé devrait intervenir avant la fin de l'année.

Les inspections

Une inspection a eu lieu sur le site le 11 juillet 2012 dans le but d'échanger autour du projet d'arrêté consolidé. En effet dans un 1^{er} dossier, Leseur n'avait pas choisi entre les deux emplacements pressentis pour le stockage de ses semences. Suite à cette inspection, Leseur a transmis un dossier complémentaire dans lequel il indique retenir le stockage dans le bâtiment principal. Un second complément relatif aux procédures de gestion des balayures a été transmis.

M. Péquériau indique que, lors de cette inspection sur site, l'état des stocks a été contrôlé. Les quantités présentes étaient inférieures aux tonnages autorisés. Une remarque a été faite sur l'estimation des balayures présentes dans la case qui leur est dédiée.

M. Péquériau souligne qu'une nouvelle inspection sera à prévoir en 2013 dans l'objectif de contrôler par sondage le respect des prescriptions de l'arrêté consolidé.

Réactions à l'exposé de M. Péquériau

M. Philippe demande si le PPI aura plusieurs périmètres comme auparavant.

M. Péquériau lui précise que le PPI n'aura plus qu'un seul périmètre et que la décision du dimensionnement de ce périmètre revient à M. le Préfet, la DREAL ne faisant que lui fournir des éléments techniques d'appréciation.

Mme Auffret note que plus de personnes seront concernées par le périmètre PPI.

Mme Boulanger demande si la zone de 40 m concernée par la maîtrise de l'urbanisation a toujours la même forme.

M. Péquériau précise que la zone de 40 m ne sort du site Leseur que de quelques mètres. Il n'y a plus aucune maison dans cette zone de 40 m de rayon calculée à partir de la porte du bâtiment 2 de l'établissement.

Mme Boulanger demande à partir de quand ces dispositions seront effectives.

M. Péquériau indique qu'après avis de M. le Préfet et passage en CODERST du projet d'arrêté consolidé, probablement en octobre, un porter à connaissance devrait être adressé au maire de Carhaix avant la fin de l'année.

Mme Boulanger souhaite savoir de quelle manière les balayures sont éliminées.

M. Legrain explique que les agriculteurs les récupèrent. Sur une année, cela n'atteint pas 20 tonnes, le but étant qu'il en ait le moins possible de perte lors des manipulations car cela est un manque à gagner pour Leseur.

III – Point sur l'actualisation du PPI

(présentation par Mme Rouxel du SIDPC – cf. annexe 3)

Mme Rouxel rappelle que le PPI en vigueur est un plan de secours intégré au dispositif ORSEC comme le PCS (Plan Communal de Sauvegarde) dont le projet, en cours de finalisation, a été remis par la commune en début de réunion au Sous-préfet.

Le plan actuel approuvé le 1^{er} août 2005 prenait en compte deux scénarii majeurs :

- la décomposition explosive d'ammonitrates (736 m)
- la décomposition auto-entretenue d'engrais ternaires – gaz toxiques (900 m)

Le périmètre de 900 m est supprimé comme l'a indiqué la DREAL, le périmètre de 736 m aurait dû

s'abaisser si le phénomène de pression désormais réglementairement fixé à 20 millibars n'avait pas été pris en compte.

Le PPI était obligatoire lorsque le site Leseur était classé SEVESO II seuil haut. Depuis 2007, il a été reclassé en SEVESO seuil bas. De fait, l'existence d'un plan de secours ou sa révision n'a plus de caractère obligatoire, mais reste une possibilité prévue par l'article 2 du décret de révision sur le PPI.

La démarche sera engagée à réception de la proposition faite à M. le Préfet par la DREAL sur les nouveaux périmètres de dangers. Le rapport de M. Péquériau est aujourd'hui en cours de validation par la DREAL Bretagne.

La procédure de révision devrait aboutir en fin d'année 2013 par la signature par M. le Préfet du PPI révisé. Le déroulé de la procédure de révision présenté par Mme Rouxel prend en compte les délais d'élaboration d'un projet de PPI révisé (6 mois), de la consultation ultime des services qui permet de voir si une observation d'un service n'engendre pas celle d'un autre service (1 mois), les délais réglementaires de consultation du maire et de l'exploitant (2 mois) puis du public (1 mois).

Après approbation par M. le Préfet, le PPI révisé sera consultable en mairie et à la sous-préfecture. Par ailleurs, une nouvelle brochure d'information du public réalisée par l'exploitant sera diffusée.

Mme Rouxel souligne que la révision du PPI Leseur intégrera également les enseignements de l'exercice PPI qui a été organisé en 2009. A cette occasion il avait été noté que le positionnement du PCO (poste de commandement opérationnel) et du PMA (poste médical avancé) serait à revoir. En effet, le plan de secours prévoyait d'installer le PCO à l'IME, hors du périmètre PPI. Pour l'exercice, il a été décidé de tester un autre lieu : les locaux de la CECCOB car plus accessibles y compris en dehors des heures ouvrables. La salle du rez-de-chaussée s'est avérée un peu trop petite. Dans le cas d'un périmètre élargi, les options CECCOB ou mairie ne pourraient être retenues car les deux bâtiments seraient dans le périmètre.

Mme Rouxel indique par ailleurs que l'annuaire PPI sera intégré dans l'automate d'alerte de la préfecture.

Il conviendra également que la cartographie soit revue en fonction du périmètre retenu ce qui impliquera un travail de la DDTM, de la gendarmerie et du SDIS notamment pour déterminer les points de bouclage et axes rouges.

La Société Leseur devra quant à elle tenir à jour les coordonnées de son personnel et engager une réflexion sur l'audibilité de la sirène d'alerte par rapport à la zone PPI.

La mairie de Carhaix devra pour sa part prévoir un nouveau lieu de stockage des barrières, en 2009 celui-ci était situé dans le périmètre PPI.

M. Colin souligne que si le rayon de 1.320 m est retenu, il faudra être vigilant sur le positionnement des points de bouclages qui sont en limite du département mais qui auront cette fois l'avantage d'être situés sur des grands axes d'entrée sur la commune ce qui devrait diminuer le nombre de barrières à fournir par la commune.

Mme Rouxel indique que l'abaissement du seuil de pression à 20 millibars a un fort impact sur les plans de secours de certains départements puisqu'il implique parfois un bouclage sur des kilomètres, qui impose de retenir un périmètre opérationnel.

M. le Préfet ne tranchera donc le rayon du périmètre du PPI Leseur révisé, qu'après saisine officielle et avis du SDIS.

M. Péquériau note que la suppression du risque "nuage toxique de grande ampleur" constitue pour lui une grosse avancée. L'organisation des secours devrait être également facilitée car les personnels n'auront plus ni à craindre, ni à gérer de problèmes d'intoxication mais uniquement le risque d'explosion.

Mme Rouxel termine son exposé en précisant que le plan ORSEC secours à nombreuses victimes (ex plan rouge) a été revu et approuvé le 21 juin 2012 par le préfet du Finistère.

L'exposé de Mme Rouxel n'appelle pas de questions particulières.

IV– Questions diverses

M. Keller souligne qu'une réglementation SEVESO III va intervenir avec des normes plus strictes et souhaite savoir quelle sera l'incidence sur le site Leseur.

M. Péquériau lui indique que normalement cette nouvelle réglementation ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur les stockages d'engrais.

M. Keller demande si la cellule de veille Leseur est concernée par le nouveau décret qui transforme le CLIC (comité local d'information et de concertation) en CSS (commission de suivi de site).

M. le sous-préfet précise que la cellule de veille des installations Leseur n'a pas de base réglementaire. Elle a été mise en place quand le site Leseur a été déclassé en SEVESO seuil bas dans un souci de transparence vis à vis des riverains quant à l'activité du site et pour permettre de continuer l'échange qui s'était instauré durant le CLIC.

Le lieutenant Moses précise que le SDACR (schéma départemental d'analyse et de couverture du risque) est en cours de révision. Les nouvelles dispositions ne devraient pas toucher le site Leseur de Carhaix et par le fait les moyens SDIS mis à disposition devraient rester les mêmes.



M. le sous-préfet en réponse à la demande de Mme Boulanger donne son accord à la transmission avec le compte-rendu de la réunion des présentations faites en séance. Seule la cartographie du périmètre PPI ne sera pas diffusée, le document présenté étant à ce stade un document de travail des services de l'Etat.

Après remerciement des participants, M. le Sous-préfet lève la séance à 11 heures 40

LE SOUS-PREFET de CHATEAULIN,

Denis OLAGNON